

«La BDEGL a contribué à la réalisation de la Ruzizi II»

• La BDEGL a débloqué 1.500.000 UC

Jeudi 02 janvier 1990 à 8 heures. Nous parvenons enfin de rencontrer le Directeur Général de la BDEGL, Monsieur Cléophas Kanyarwanda qui, sourire aux lèvres, nous reçoit dans son cabinet (accordé durant dix ans gracieusement par le Conseil Exécutif, nous dira-t-il plus tard, au cours de notre entretien). Un cabinet confiné entre les Imprimeries «Les volcans» et la représentation des barasseries «Bralima». C'est dire que l'atmosphère pour un travail de cogitation n'y est pas maximale. Heureusement, soulignera notre interlocuteur, que le siège social de la BDEGL voit son chantier ouvert par les entreprises Auxeltra-Béton...

Jua. L'optimisme a été votre maître-mot depuis votre arrivée à la tête de la BDEGL. Après un démarrage assez difficile (vous n'aviez même pas de siège adéquat), êtes-vous toujours optimiste ? Pouvez-vous par conséquent faire le point de cette traversée parsemée d'embûches sous votre direction avant et après l'avènement de votre Adjoint ?

D.G. Je voudrais, tout d'abord, vous remercier pour avoir bien voulu parler de l'institution que je dirige dans votre journal à la veille du Sommet de nos illustres Chefs d'Etat.

Effectivement nous avions en son temps dit que nous étions optimiste. Nous avons soutenu que la BDEGL devait marcher normalement. Vous vous rappelez néanmoins que dans les années '80, la situation économique de nos Etats était mieux qu'aujourd'hui. Personne à l'époque ne pouvait présager de ce qui allait arriver au point de vue économique dans nos trois pays. Vous savez qu'à sa création, les Actionnaires de la BDEGL étaient nos trois pays. C'est-à-dire : le Zaïre, le Rwanda et le Burundi. Plus tard enfin, nous avons obtenu la participation du Royaume de Belgique, la Banque Africaine de Développement, d'autres institutions de financement et/ou organismes nationaux de nos trois pays qui sont venus appuyer l'action de nos Etats.

Nous avons eu quelques difficultés de démarrage pour arriver même à réunir les ressources nécessaires pour amorcer les opérations de financement. Mais ces

dernières furent vite applanies avec l'aide des Etats. Ces derniers ont débloqué les montants nécessaires que nous avions demandés pour pouvoir passer aux financements des projets.

C'est ainsi qu'à partir des années 1984, nous sommes intervenus dans certains projets de nos trois pays. Si bien qu'actuellement, nous comptons sur une trentaine de projets financés dans divers secteurs : agriculture, agro-industrie, transports, communications et énergie, ...

Notez que notre intervention était fonction des moyens dont nous disposions. Moyens provenant du capital de la Banque et des ressources extérieures. De ce fait, depuis quelques années, nous avons négocié une ligne de crédit de la BAD dont une partie est destinée aux projets du secteur industriel et une autre dans les secteurs agricole et énergétique. Cette ligne de crédit accordée par la BAD vient de démarrer et est déjà opérationnelle.

A partir de 1991, nous devons commencer à négocier une autre ligne de crédit. Soit dans cette même institution soit dans d'autres institutions qui collaborent avec la BDEGL.

Pour revenir aux difficultés que vous avez soulignées, effectivement, vous savez qu'au cours de la décennie que nous venons de clôturer, nous avons dû opérer une restructuration qui fut motivée par certaines difficultés d'ordre interne qui handicapaient la Direction de la Banque pour amorcer un fonctionnement adéquat. C'est ainsi que l'on avait vite décommandé le système se-

lon lequel la BDEGL devait être dirigée par les représentants de nos trois pays. La Direction revenait à un Directeur Général secondé par un Directeur Général-Adjoint. Aussi a-t-on fait un appel d'offres international pour le pourvoi du second poste. Et c'est Monsieur André Ladrière, de nationalité belge qui appuie les actions du Directeur Général en qualité de Directeur Général-Adjoint selon les vœux des Actionnaires de la BDEGL. Il s'agit d'une assistance technique bien motivée.

Jua. Monsieur le Directeur Général, nous sommes donc en plein dans le pré-bilan de votre dixième année d'existence surtout sur le plan des financements des projets à la veille de l'inauguration du barrage de la Ruzizi II.

D.G. En ce qui concerne les projets comme tels, nous avons pensé nous attaquer au secteur de transport afin d'essayer d'aider les opérateurs économiques surtout au Zaïre pour le ramassage des produits vivriers vers les centres de consommation. Ce sont les premières interventions que nous avons eues. Malheureusement, le secteur nous était mal

habilité de la Sucrerie de Kiliba.

A côté des pays et d'autres institutions plus importantes : la BEI, le Royaume de Belgique, la Banque Mondiale, le FED, l'Italie, nos trois pays (Zaïre, Rwanda et Burundi), nous avons participé au financement du barrage de la Ruzizi II pour une valeur de 1.500.000 unités de compte et qui sera inauguré tout prochainement par nos trois Illustres Chefs d'Etat.

Jua. On le voit, l'apport de votre institution dans la concrétisation de ce barrage est considérable. Tenant en ligne de compte les unités industrielles actuellement en compétition au sein de la CEPGL, quelles autres réalisations envisagez-vous en regard de l'électrification et l'énergie gérées par la CEPGL ?

D.G. Nous avons pu intervenir dans la réhabilitation d'une importante usine de fabrication des cigarettes à Kinshasa. Ceci pour continuer à développer l'agriculture dans ce secteur. Parce que dans le Nord-Est du Zaïre, il y a beaucoup d'agriculteurs exploitant la culture du tabac.

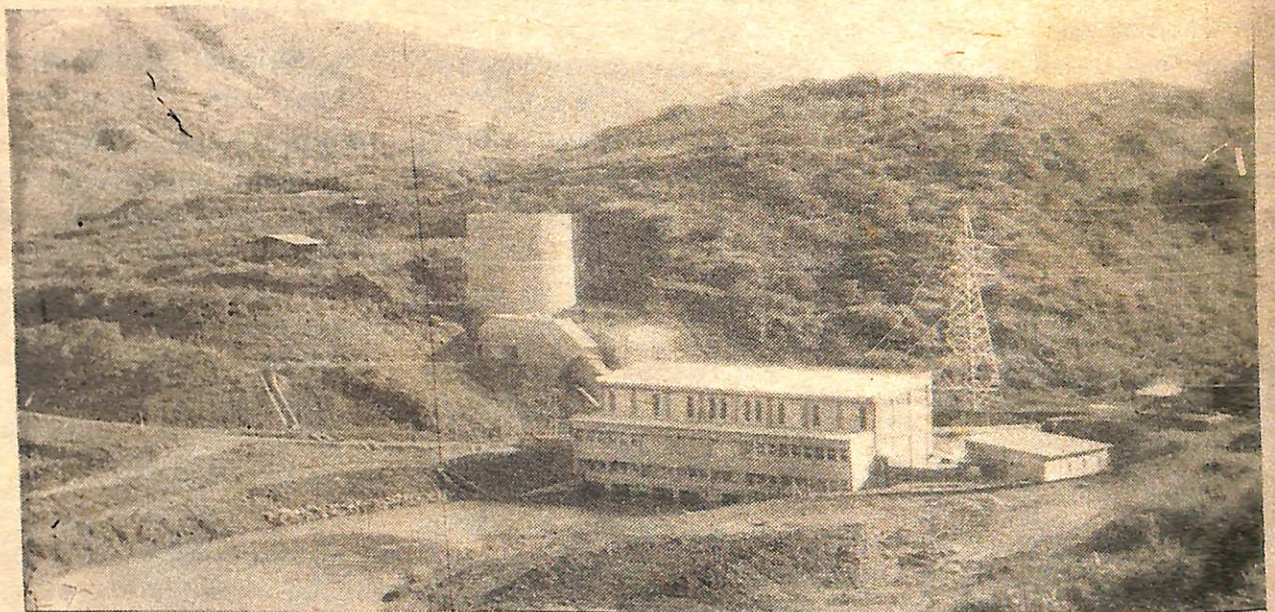
Le secteur toutistique a vu aussi notre intervention. Nous

Au Rwanda, on peut citer la participation de la BDEGL au financement de la construction d'une usine textile (UTEXRWA) et la construction d'une usine de fabrication des treillis (SOFAT). Au Zaïre, outre la participation au financement de l'extension de la Sucrerie de Kiliba, on peut citer le financement d'une usine de fabrication de la tôle (TOLINKI) et l'extension d'une usine de production de la peinture (LANGI ZAIRE).

Par ailleurs, nous essayons d'identifier des projets de développement de nos trois pays qui intéressent en même temps la viabilité de la Banque ainsi que la production des opérateurs économiques.

Mais dans tous les projets entrepris, nous avons été handicapés par le problème de risque de change qui se pose de façon ardue dans deux des trois pays membres.

Jua. A propos de risque de change, cette question doit vous donner du fil à retordre ainsi qu'aux opérateurs économiques. En cette décennie de crise généralisée, quelles sont les stratégies mises au point par vos services de renouvellement afin de ne pas pénaliser l'institution et les



connu. Nous avons octroyé une dizaine de camions à différents opérateurs économiques. Cela a permis le démarrage des activités de développement assignées à la Banque.

Nous avons commencé par le transport en pensant plus tard nous occuper du secteur agricole et agro-industriel. Vous savez que nous étions intervenus dans la ré-

avons financé des hôtels aussi bien à Kigali qu'à Kinshasa.

Dans le secteur industriel, nous sommes intervenus dans des projets au Burundi, au Rwanda et au Zaïre. Au Burundi, on a financé l'extension d'une usine de traitement de la mousse : COGETRAFF, la construction d'une usine de production des bicyclettes (I.B.C.) notamment.

entreprises commerciales finalement devenues vos partenaires de malheur.

D.G. Cette question a surgi avec le réajustement monétaire du Zaïre-monnaie en 1983. La dépréciation monétaire s'est en outre accélérée. Ce qui fait que

(Suite en page 19)